

## TRADUCTION

Le 21 février 2025

PAR COURRIEL

Le très honorable Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada  
Cabinet du premier ministre  
80, rue Wellington  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A2

Monsieur le premier ministre,

Je tiens à vous remercier de votre invitation à participer au sommet économique Canada-États-Unis qui a eu lieu à Toronto le 7 février 2025.

Je vous écris, au nom des 750 000 membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), afin d'attirer votre attention sur les appels à l'action du SCFP en réponse aux graves menaces que les États-Unis font peser sur notre économie et notre souveraineté.

Le Canada doit affronter cette crise avec des mesures radicales et des solutions publiques progressistes afin de protéger les emplois, les services publics, nos collectivités et notre mode de vie. Le SCFP demande au gouvernement fédéral de se servir du pouvoir dont il dispose pour développer de bons emplois et protéger les infrastructures et les secteurs clés.

D'emblée, je tiens à souligner que les appels au démantèlement des soi-disant « barrières commerciales interprovinciales » risquent de déclencher un nivellement par le bas en termes de normes d'emploi, de normes d'octroi de licences et d'autres victoires obtenues de haute lutte par les travailleurs dans les différentes provinces. Les estimations des avantages du démantèlement des protections régionales sont largement surestimées. En ce qui concerne les véritables barrières au commerce interprovincial, les obstacles les plus fréquemment cités par les entreprises canadiennes en 2023 sont les coûts de transport et la disponibilité des moyens de transport, ce qui souligne la nécessité d'investissements publics dans les infrastructures de transport pancanadiennes.

.../2

**MARK HANCOCK**

National President/Président national

**CANDACE RENNICK**

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

**PATRICK GLOUTNEY, FRED HAHN, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA**

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Notre syndicat milite pour que le gouvernement fédéral assure un soutien du revenu aux travailleuses et travailleurs par l'entremise du Programme de Travail partagé existant de l'assurance-emploi (AE), non pas d'un programme qui subventionne les profits comme la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) de l'époque de la pandémie. Le gouvernement peut également mieux soutenir les travailleuses et travailleurs en annulant les coupures faites aux programmes de formation de l'assurance-emploi et en élargissant les programmes afin de recycler les travailleuses et travailleurs touchés.

On ne peut pas abandonner les jeunes travailleuses et travailleurs avant même que leurs vies professionnelles commencent. Le SCFP recommande que le gouvernement fédéral crée de bons emplois syndiqués pour les jeunes travailleuses et travailleurs de concert avec les syndicats du secteur public et les municipalités.

Le gouvernement fédéral devrait également se servir des outils disponibles comme la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) et la Corporation de développement des investissements du Canada (CDEV) pour agir dans l'intérêt public. Le Canada peut stabiliser l'économie avec la propriété par l'État des infrastructures de transport et énergétique clés par l'entremise de la BIC, qui dispose de 22 milliards de dollars. La CDEV peut être utilisée pour l'achat de parts qui consolident de grandes entreprises et les soutiennent dans l'intérêt public, non pas pour les profits. Le Canada peut également développer la production publique dans des secteurs comme les produits pharmaceutiques dont nous pouvons tous profiter.

De plus, si une entreprise faisant des affaires au Canada menace de transférer des opérations importantes à l'échelle nationale vers les États-Unis, le gouvernement fédéral pourrait en prendre le contrôle. Une nationalisation d'urgence devrait être à l'ordre du jour.

Présentement, le crédit d'impôt pour la main-d'œuvre journalistique canadienne s'applique au journalisme écrit, mais l'étendre aux nouvelles à la télévision et à la radio et l'étendre pour soutenir le coût de main-d'œuvre dans la production de nouvelles aidera à maintenir de bons emplois dans les plus petites collectivités et à lutter contre la désinformation. Le gouvernement fédéral devrait également rediriger les budgets publicitaires loin des plateformes appartenant aux oligarques technologiques Elon Musk et Mark Zuckerberg vers des publicités qui soutiennent des programmes et des emplois canadiens dans l'information.

Alors que nous affrontons cette crise, il est clair pour la majorité des gens que les investissements publics canadiens devraient soutenir des emplois au Canada. C'est pourquoi le SCFP recommande également que le gouvernement rende toute subvention fédérale dans le secteur des télécommunications subordonnée aux emplois créés au Canada et à l'élimination de la sous-traitance des emplois.

Le Canada doit maintenir les protections des télécommunications qui empêchent les grandes compagnies de télécommunications étrangères de faire des affaires au Canada et permettre uniquement l'utilisation canadienne du spectre de la radiodiffusion.

Pour chaque mesure que nous prenons, nous devons nous rappeler que nous devons reconnaître et protéger les droits des peuples autochtones par l'entremise de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones et dans cet esprit, nous demandons au gouvernement fédéral de reconnaître pleinement les droits accordés aux peuples autochtones par le traité de Jay. Alors que le Canada agit de façon à protéger chaque personne qui se dit à la maison sur ce territoire, nous devons nous rappeler que nous sommes une nation composée de nombreuses nations.

Les travailleuses et travailleurs doivent rester unis contre toute proposition d'austérité gouvernementale. Nous avons désespérément besoin des services publics au cours d'un ralentissement économique.

En fait, le gouvernement fédéral devrait augmenter les transferts fédéraux en matière de santé, d'éducation et de services sociaux, ainsi qu'aux municipalités, afin d'offrir des services, de créer des emplois et d'amortir le choc d'une récession et d'une montée en flèche prévue de l'inflation.

Vous trouverez ci-joint l'exposé de principes du SCFP soulignant ces appels à l'action plus en détail.

Travaillons ensemble.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le président national,

***Originale signée par***

MARK HANCOCK